

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 AVRIL 1910.

Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1910 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. NERINCX.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1910, s'élève à fr. 56,650,291.50.

Les crédits alloués pour l'exercice 1909 montent à fr. 58,197,503.63, soit donc pour l'exercice 1910 une diminution de fr. 1,567,214.13.

La comparaison entre les deux exercices fait ressortir pour l'exercice 1910 aux dépenses ordinaires une augmentation de fr. 998,393.87, et aux dépenses exceptionnelles une diminution de fr. 1,567,214.13.

Lors de l'examen en sections, le projet de Budget a été :

En 1 ^{re} section	adopté par 8 voix	contre 2 et 1 abstention ;
— 2 ^e —	—	6 voix ;
— 3 ^e —	—	6 voix contre 4 et 2 abstentions ;
— 4 ^e —	repoussé par 7	— 5 ;
— 5 ^e —	adopté par 8	— 2 et 1 abstention ;
— 6 ^e —	— 6	— 1 et 3 abstentions.

En section centrale, en dehors des questions adressées au Gouvernement et publiées ci-après avec les réponses qui y ont été faites, le projet de Budget n'a donné lieu qu'aux observations suivantes :

La section a noté avec satisfaction le dépôt par M. le Ministre de la Guerre du projet de loi portant revision des pensions des militaires d'un grade inférieur à celui d'officier, y compris ceux de la gendarmerie. Elle se plaît à espérer que M. le Ministre de la Guerre poursuivra avec zèle l'étude de la

(1) Budget, n° 4^x.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerincx, était composée de MM. Lefebvre, Hymans, Petit, Monville, De Coster, Pirmez.

question du relèvement des pensions des officiers, de manière à compléter les heureuses dispositions du projet qu'il a déposé le 1^{er} mars dernier.

Diverses autres questions sont recommandées par les membres de la section centrale à l'attention bienveillante de M. le Ministre de la Guerre.

De ce nombre est la question de la réduction de 50 p. c. pour tous les voyages que les officiers de réserve auraient à effectuer en tenue civile; il est à désirer que M. le Ministre de la Guerre reprenne ses négociations avec l'Administration des Chemins de fer. Il parviendra sans doute à faire reconnaître par celle-ci que la faveur réclamée n'est pas de nature à lui causer un préjudice et qu'elle peut même devenir pour le railway la source d'un bénéfice par les voyages que ces officiers feront presque toujours en compagnie de membres de leur famille.

La section réitère les vœux exprimés par elle depuis plusieurs années en faveur d'une réforme sur l'avancement des adjoints du génie et leur assimilation aux grades d'officier.

Elle demeure persuadée que tout en procurant aux intéressés l'octroi d'avantages moraux et matériels, cette mesure serait de nature à réaliser la bonne utilisation du service du génie en temps de guerre et même en temps de paix.

La section appelle l'attention de M. le Ministre sur le couchage des troupes et souhaite le voir améliorer, tant au point de vue des lits de camp qu'au point de vue de la chambrée.

La transformation de celle-ci ne peut-elle être poursuivie, soit par l'installation de rideaux entre les couchettes, soit par la substitution de dortoirs avec cloisons séparatives? Il n'est pas douteux que les familles n'attachent le plus grand prix aux améliorations qui pourraient être réalisées à ce sujet.

Voici, avec leurs réponses, les questions posées au Gouvernement par la section centrale.

I.

QUESTION.

N'y a-t-il pas lieu d'accorder aux officiers montés du service de santé et du service vétérinaire l'indemnité de monture de 600 francs octroyée aux officiers montés de toutes armes?

RÉPONSE.

L'arrêté d'unification des appointements n'a pas visé les officiers du service de santé.

La majorité des médecins y eussent perdu si leurs appointements eussent été mis d'accord avec ceux des officiers des armes.

En effet, sur 143 médecins de grade subalterne, 23 à peine servent dans les troupes montées et ont des appointements légèrement inférieurs à ceux des officiers de ces armes. Les autres touchent des traitements supérieurs ou équivalents à ceux des officiers des troupes à pied.

A noter que les médecins des grades supérieurs, bien que n'étant pas tous

montés, touchent cependant les mêmes appointements que les officiers de grade correspondant.

Les médecins jouissent, de plus, de deux avantages : la retraite à un âge plus avancé et la faculté de se créer une clientèle civile. Ce dernier avantage fait encore sentir ses effets après la mise à la retraite, alors que l'officier de troupe éprouve souvent, vu son âge, des difficultés à se créer de nouvelles ressources.

Quant aux vétérinaires, je n'ai rien à ajouter à la réponse que j'ai faite à une question analogue posée par la section centrale chargée d'examiner, en 1908, le projet de loi modifiant la loi du 26 juin 1899, portant réorganisation du personnel des services administratifs, des officiers comptables du matériel d'artillerie, des adjoints du génie, du personnel du service de santé et du service vétérinaire.

Ces considérations s'appliquent d'ailleurs également aux médecins.

II.

QUESTION.

La caisse de remplacement semble désormais sans objet : quelle destination le Gouvernement compte-t-il donner aux fonds qui la constituent?

RÉPONSE.

Aux termes d'une disposition transitoire de la loi du 14 décembre 1909, *le droit au remplacement est conservé aux ajournés qui ont versé 200 francs à cette fin.*

En exécution de cette disposition, la caisse de remplacement devra encore assurer en 1910, en 1911 et en 1912 le remplacement d'un certain nombre de miliciens.

D'autre part, la loi précitée, en supprimant le remplacement, n'a pas soustrait cette caisse aux charges qui lui incombent en vertu de la législation antérieure, notamment :

1° Au paiement des pensions allouées aux militaires rengagés sous l'empire des arrêtés royaux du 3 septembre 1848 et celui du 10 novembre 1870, pris en exécution de la loi du 3 juin 1870 ;

2° Au paiement des sommes dues aux volontaires avec prime, paiement qui, aux termes des arrêtés royaux annuels réglant les conditions d'engagement, est réparti sur treize années ;

3° A la suppléance des remplaçants et des volontaires avec prime déserteurs, renvoyés pour inconduite, etc.

Eu égard aux charges qui la grèvent, l'avoir de la caisse de remplacement ne laisse guère de disponible.

III.

QUESTION.

Quel emploi a été fait jusqu'à présent du fonds spécial institué par la loi du 5 juillet 1909?

RÉPONSE.

Des marchés ont été conclus avec différentes firmes pour la fourniture de matériels d'artillerie destinés à la défense du Bas-Escaut.

La dépense globale que comportent ces marchés est de 5,932,534 francs.

Toutefois, comme aucun paiement ne devra s'effectuer, en compte des dites entreprises, avant la fin de la présente année, le projet de budget pour 1910 ne prévoit pas le remboursement au Trésor des sommes engagées.

IV.

QUESTION.

A quelle somme s'est élevée la dépense pour le chauffage et l'éclairage de l'École militaire et de l'École de guerre ?

RÉPONSE.

Les dépenses faites de ce chef, depuis le début de l'occupation des nouveaux locaux (avril 1909) jusqu'à la fin de l'année 1909, s'élèvent à fr. 28,002,14.

Une seule installation dessert à la fois l'École militaire et l'École de guerre; la rubrique éclairage et chauffage a donc été supprimée du budget de l'École de guerre. (Art. 20 du Budget de la Guerre.)

V.

QUESTION.

Le Gouvernement n'est-il pas disposé à porter au Budget de la Guerre le crédit nécessaire pour permettre aux employés permanents de l'Institut cartographique militaire de bénéficier des conditions prévues par l'arrêté royal du 23 mai 1906 ?

RÉPONSE.

Chaque année le Gouvernement porte au Budget de la Guerre le crédit nécessaire pour permettre aux employés permanents de l'Institut cartographique militaire de bénéficier des conditions prévues par l'arrêté royal du 23 mai 1906.

Ces employés ont reçu, depuis cette date, les augmentations de traitements prévues par cet arrêté royal.

Par six voix et une abstention, la section propose à la Chambre l'adoption du projet de budget de la Guerre pour l'exercice de 1910.

Le Président-Rapporteur,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 APRIL 1910.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1910 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER NERINCX.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van Oorlog voor het dienstjaar 1910 bedraagt fr. 56,650,291.50.

De kredieten, toegestaan voor het dienstjaar 1900, bedragen 58 miljoen 197,505 fr. 63 c. ; er is dus eene vermindering, voor het dienstjaar 1910, van fr. 1,567,214.13.

Uit de vergelijking van beide dienstjaren blijkt, dat de gewone uitgaven voor 1910 vermeerderen met fr. 998,593.87, terwijl de uitzonderlijke uitgaven verminderen met fr. 1,567,214.13

Bij het onderzoek in de Afdeelingen werd de Begrooting :

In de 1 ^{ste} afdeeling aangenomen met 8 stemmen tegen 2 en 1 onthouding ;	
— 2 ^{de} — — — 6 —	
— 3 ^{de} — — — 6 —	tegen 4 en 2 onthoudingen ;
— 4 ^{de} — verworpen — 7 —	— 5 ;
— 5 ^{de} — aangenomen — 8 —	— 2 en 1 onthouding ;
— 6 ^{de} — — — 6 —	— 1 en 3 onthoudingen.

Buiten de vragen, tot de Regeering gericht en hieronder gedrukt met de daarop gegeven antwoorden, gaf, in de Middenafdeeling, het ontwerp van Begrooting slechts aanleiding tot de volgende opmerkingen :

De Afdeeling heeft met genoegen vernomen dat de heer Minister van Oorlog een wetsontwerp heeft ingediend tot herziening van de pensioenen der militairen beneden den graad van officier, met inbegrip van die der

(1) Begrooting, n^r 4^x.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerincx, was samengesteld uit de heeren Lefebvre, Hymans, Petit, Monville, De Coster, Pirmez.

gendarmerie. Zij koestert de hoop dat de heer Minister van Oorlog het onderzoek van het vraagstuk der verhooging van de pensioenen der officieren ijverig zal voortzetten, ten einde de gunstige bepalingen van het ontwerp, dat hij op 1 Maart laatsleden indiende, aan te vullen.

Verscheidene andere zaken werden door de leden van de Middenafdeeling aanbevolen aan de welwillende aandacht van den heer Minister van Oorlog.

Daartoe behoort het vraagstuk van de beperking tot 50 t. h. van de reiskosten voor de officieren der reserve die in burgerkleeding zouden moeten reizen; het is wenschelijk dat de heer Minister van Oorlog zijne onderhandelingen hieromtrent opnieuw aanknoope met het Beheer van Spoorwegen. Hij zal er gewis in slagen, het Beheer te doen begrijpen dat de gevraagde gunst geen nadeel kan berokkenen aan het bestuur, dat zij integendeel winst opleveren kan voor den spoorweg uit hoofde van de reizen die deze officieren doen bijna altijd met de leden van hun gezin.

De Afdeeling herhaalt de wenschen die zij sedert verscheidene jaren uitbracht ten gunste van eene hervorming in de bevordering der adjuncten van de genie, alsmede hunne gelijkstelling met den graad van officier.

Zij blijft overtuigd dat het verleenen van zedelijke en stoffelijke voordeelen aan de belanghebbenden tevens het benuttigen van den dienst van de genie, zoowel in oorlogstijd als in tijd van vrede, zou bevorderen.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van den heer Minister op de slaping der troepen en wenscht dat zij worde verbeterd, zoowel wat betreft de britsen als wat betreft het vertrek waarin zij slapen.

Kan dit vertrek niet worden gewijzigd door het hangen van gordijnen tusschen de bedden of door het oprichten van slaappleatsen, van elkander gescheiden door afschuttingen? De familiën hechten ongetwijfeld hoogen prijs aan de verbeteringen die op dat gebied mochten ingevoerd worden.

Hier volgen de vragen, door de Middenafdeeling tot de Regeering gericht, alsmede de daarop gegeven antwoorden.

I.

VRAAG.

Dient men aan de bereden officieren van den gezondheidsdienst en van den dienst der paardenartsen niet te verleenen de vergoeding van 600 frank wegens uitrusting, die de bereden officieren van alle andere wapens genieten?

ANTWOORD.

Het besluit, waarbij eenheid wordt gebracht in de jaarwedden, gold niet voor de officieren van den gezondheidsdienst.

Meest al de geneesheeren zouden erbij verliezen, moest men hunne jaarwedde gelijkstellen met die van de officieren der wapens.

Immers, op 145 geneesheeren met lageren graad, zijn er ternauwernood 25 die bij de bereden troepen dienst doen en eene jaarwedde trekken,

welke ietwat minder is dan de jaarwedde der officieren van die wapens. De andere trekken meer of evenveel als de officieren bij de troepen te voet.

Er dient te worden opgemerkt dat de geneesheeren met een hooger graad, al behooren zij niet allen tot de bereden troepen, niettemin dezelfde jaarwedde trekken als de officieren van gelijken graad.

De geneesheeren genieten daarenboven twee andere voordeelen : zij worden op hooger leeftijd op pensioen gesteld en mogen, zoo het hun lust, ook klanten zoeken onder de burgers. Dit laatste voorrecht heeft zijn uitwerking zelfs nadat zij op pensioen zijn gesteld, terwijl het den officier, uit hoofde van zijn leeftijd, doorgaans lastig valt zich nieuwe hulpmiddelen aan te schaffen.

Wat de paardenartsen betreft, heb ik niets te voegen bij mijn antwoord op eene dergelijke vraag van de Middenafdeeling die, in 1908, belast was met het onderzoek van het wetsontwerp tot wijziging der wet van 26 Juni 1899, houdende herinrichting van het personeel der bestuursdiensten, der rekenplichtige officieren van het artillerie-materieel, der adjuncten van de genie, alsmede van het personeel van den gezondheidsdienst en van den dienst der paardenartsen.

Die beschouwingen zijn, overigens, ook van toepassing op de geneesheeren.

II.

VRAAG.

De kas voor plaatsvervanging schijnt voortaan geen reden van bestaan meer te hebben. Wat is de Regeering van zins te doen met de gelden van die kas?

ANTWOORD.

Naar luid van eene overgangsbepaling der wet van 14 December 1909, *behouden de uitgestelden, die daartoe 200 frank hadden gestort, het recht om zich te doen vervangen.*

Ter uitvoering van deze bepaling zal de kas voor plaatsvervanging in 1910, 1911 en 1912 nog plaatsvervangers moeten bezorgen aan een zeker getal militieplichting.

Anderdeels, heeft bedoelde wet, door het afschaffen van de plaatsvervanging, die kas niet ontslagen van de lasten welke haar, krachtens vroegere wetten, zijn opgedragen, namelijk :

1° Het uitbetalen van de pensioenen verleend aan de militairen die opnieuw dienst namen onder het beheer van de koninklijke besluiten van 3 September 1848 en 10 November 1870, genomen ter uitvoering van de wet van 3 Juni 1870 ;

2° Het betalen van de sommen verschuldigd aan de vrijwilligers met premie ; deze betaling wordt, naar luid van de koninklijke besluiten die elk jaar de voorwaarden van dienstneming regelen, gedaan op een tijd van dertien jaar ;

3° Het vervangen van de plaatsvervangers en van de vrijwilligers met

premie, die uit het leger zijn weggelopen of wegens slecht gedrag werden weggezonden, enz. .

Uit hoofde van de lasten die zij dragen moet, laat de kas voor plaatsvervangings hoegenaamd geene beschikbare gelden over.

III.

VRAAG.

Welke was, tot nog toe, de bestemming der gelden van het bijzonder fonds ingesteld door de wet van 5 Juli 1909?

ANTWOORD.

Overeenkomsten tot leveringen werden met verscheidene firma's gesloten voor het leveren van artillerie-materieel bestemd tot verdediging van de Beneden-Schelde.

De gezamenlijke uitgave uit dien hoofde bedraagt 5,952,534 frank.

Doch, de terugbetaling, aan de Schatkist, van de sommen is op het ontwerp van Begrooting voor 1910 niet uitgetrokken, daar vóór het einde van het loopende jaar niets moet worden betaald op afkorting van het bedrag dier ondernemingen.

IV.

VRAAG.

Hoeveel werden besteed aan het verwarmen en verlichten der Militaire School en der Krijgsschool?

ANTWOORD.

De uitgaven uit dien hoofde, sedert de nieuwe gebouwen werden betrokken (April 1909) tot het einde van 1909, belopen fr. 28,002.14.

Daar de Militaire School en de Krijgsschool zijn gevestigd in een en zelfde gebouw, werd het krediet voor licht en verwarming weggelaten uit de Begrooting van de Krijgsschool. (Art. 20 der Begrooting van Oorlog.)

V.

VRAAG.

Is de Regeering er niet toe geneigd, op de Begrooting van Oorlog het noodige krediet uit te trekken opdat de bestendige beambten van het Militaire Landkaart-Instituut de voordeelen zouden genieten, welke bij koninklijk besluit van 23 Mei 1906 zijn voorzien?

ANTWOORD.

De Regeering trekt elk jaar het noodige krediet uit op de Begrooting van Oorlog, opdat de bestendige beambten van het Militaire Landkaart-Instituut

de voordeelen zouden genieten, welke bij koninklijk besluit van 23 Mei 1906 zijn voorzien.

Aan die beambten werden, sedert dien datum, de verhoogingen van jaarwedde verleend, die bij bedoeld koninklijk besluit werden voorzien.

Met zes stemmen en eene onthouding stelt de Afdeeling aan de Kamer voor, het ontwerp van Begrooting van Oorlog voor het dienstjaar 1910 aan te nemen.

De Voorzitter-Verslaggever,

E. NERINCX.

